

Le budget—M^{me} Finestone

Cependant, je déclare au ministre des Finances que son budget n'est pas à la hauteur. Tenir bon n'est pas suffisant pour les Canadiens. L'achat de sous-marins nucléaires ne va certainement pas répondre aux besoins que nous voyons dans notre société. Les Canadiens attendaient davantage du gouvernement qui s'est contenté de réduire le déficit pour faire plaisir à Bay Street en faisant retomber le fardeau de la bataille du déficit sur les familles et les personnes à revenus moyens. Les Canadiens ont le droit d'être mieux traités.

Au nombre des rares initiatives qu'il a prises à l'occasion du discours du budget, le gouvernement a décidé de se décerner sa propre cote. Cependant, il faut bien s'attendre à ce qu'un élève à qui on permet de préparer lui-même son bulletin ait tendance à déformer la vérité, à faire valoir les bonnes nouvelles et à taire les moins bonnes. J'ai bien peur que le ministre des Finances ne soit tombé dans le même genre de panneau.

Par exemple, le gouvernement s'est empressé de s'attribuer le mérite de la tenue relativement bonne de l'économie, mais il s'est gardé de constater la distribution inégale des effets de la reprise économique d'une région du pays à l'autre ou d'en assumer la responsabilité. Le chômage continue d'être très répandu. Les 1,1 million de personnes qui sont au chômage s'inquiètent, tout comme ceux qui sont sous-employés.

Également, on n'a pas épargné d'efforts dans le budget pour donner une vision optimiste de l'avenir économique du Canada. Malheureusement, depuis que le ministre des Finances s'est appliqué à brosser ce tableau optimiste et à en revendiquer le mérite, les Canadiens ont pu voir que la réalité était tout autre. Des représentants de certaines des institutions financières les plus importantes et les plus respectées du pays ont exprimé de graves doutes quant au scénario économique fantaisiste du gouvernement.

• (1710)

Comme je l'ai mentionné plus tôt, le budget témoigne des efforts déployés par les conservateurs pour réduire le déficit en accroissant le fardeau des familles et des contribuables canadiens, alors que des milliers de sociétés payent peu d'impôts ou n'en payent pas du tout.

Les efforts déployés par les conservateurs pour réduire le déficit sur le dos des Canadiens ont commencé peu après leur arrivée au pouvoir. Nous nous souvenons tous très bien, j'en suis sûre, de l'été 1985 lorsque les personnes âgées ont dû se rendre sur la colline du Parlement pour s'opposer aux plans du premier ministre (M. Mulroney) visant à désindexer leurs pensions. Il y a une bonne leçon à tirer de cette manifestation: c'est qu'il faut maintenant composer avec le «pouvoir gris» et que le gouvernement ne peut se permettre de ne pas tenir compte des personnes âgées. C'est une situation encourageante pour tous ceux d'entre nous qui approchons de la retraite.

C'est en attaquant la sécurité du revenu des personnes âgées que les conservateurs ont relevé le défi de réduire le déficit; ils ont ainsi manifesté un mépris total pour ce programme de protection du revenu qu'un pays aussi riche que le Canada a longtemps considéré comme un élément fondamental de ses traditions sociales. Le gouvernement a saboté les efforts déployés par les personnes âgées afin de pouvoir vivre leurs années de retraite dans le confort.

Il n'est pas étonnant que ceux-ci aient vivement réagi à l'annonce de cette mesure, un des premiers points au programme des conservateurs. L'initiative avait été prise sans que l'on ne sache trop comment et fort heureusement on a réussi à lui faire échec. Pourtant, à ce jour, elle témoigne du manque de délicatesse et de bienveillance du gouvernement à l'égard des Canadiens de toutes les couches de la société.

Depuis leur arrivée au pouvoir, les conservateurs ont imposé aux Canadiens des dizaines de nouvelles taxes. Ce qui me rappelle certains propos de Adam Smith, qui reflètent le point de vue des conservateurs au sujet du fardeau fiscal et du groupe qui devrait le porter au Canada. Selon cet économiste, le seul art qu'un gouvernement apprenne plus vite de son prédécesseur est celui de puiser dans la poche du contribuable. «Puiser dans la poche du contribuable», ce serait une excellente épithète pour les conservateurs!

Les faits sont éloquentes. À l'heure actuelle, les particuliers canadiens paient une part plus importante de la note fiscale qu'à l'époque où les conservateurs ont pris le pouvoir, alors que les sociétés paient encore moins d'impôt. C'est aussi simple que cela et c'est injuste.

Au contraire de sa promesse électorale de ne pas alourdir le fardeau fiscal, le gouvernement a jugé bon d'imposer aux Canadiens plus de 22 milliards en taxes nouvelles, pour ensuite prétendre que c'est grâce à sa gestion ingénieuse que le déficit a baissé.

Examinons de près la note fiscale que les conservateurs ont envoyée aux Canadiens depuis leur arrivée au pouvoir. Pour commencer, ils ont imposé trois augmentations consécutives de la taxe de vente. Dès la case de départ, en octobre 1984, et probablement avant même que les premiers ministres nommés n'aient réussi à trouver leur bureau, les conservateurs ont asséné aux Canadiens un premier coup de la massue fiscale qui, suivi de coups ultérieurs, allait priver les Canadiens de 3 autres milliards de dollars.

Les conservateurs ont imposé les friandises et les boissons gazeuses. Il en coûtera aux Canadiens 460 millions. À cela, il faut ajouter encore 60 millions pour la taxe accrue sur le papier mural et la peinture. Imaginez l'incidence qu'a eue cette taxe sur les factures de redécoration du 24 Sussex! Cela représente un autre demi milliard de dollars puisés dans les goussets des Canadiens.

Comme le tout dernier budget nous l'a rappelé, il y a eu des taxes conservatrices sur l'essence. Il y a eu trois hausses sur ce point également: une de 900 millions, une autre de 450 millions et une autre encore de 450 millions. Comme si ce n'était pas assez, le tout dernier budget a imposé une autre hausse de 300 millions à ce chapitre. Le grand total de la taxe sur le volant, c'est-à-dire sur l'essence, s'élève à 2,1 milliards de dollars.

Le gouvernement a empêché encore au moins 700 millions au titre de la taxe sur l'alcool et le tabac.

Et puis il y a la taxe sur les conversations qui est entrée discrètement en vigueur le 1^{er} janvier 1988. Les appels téléphoniques interurbains sont maintenant frappés d'une taxe de 10 p. 100. Cela coûtera 945 millions de dollars aux Canadiens.